



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

**Autorité Environnementale**  
Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale  
après examen au cas par cas, relative au projet de  
« construction de hangars d'élevage type volière  
avec couverture photovoltaïque »  
situé sur les communes de LePoët-Célard et Truinas (Drôme)**

Décision n° 2018-ARA-DP-01384  
G 2018-00 4758

**DÉCISION**  
à l'issue d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n°2017-441 du 24 octobre 2017 du préfet de région, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Auvergne- Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2018-08-29-66 du 29 août 2018 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2018-ARA-DP-1384, déposée le 8 août 2018, considérée complète et publiée sur Internet ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 24 août 2018 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires de la Drôme le 13 août 2018 ;

**Considérant** que les opérations nécessaires à la réalisation du projet consistent en :

- la conversion d'un terrain agricole actuellement utilisé pour l'élevage de volailles et occupé par un bâtiment à usage de poulailler,
- une opération de construction de 3 installations à toiture photovoltaïque générant une emprise au sol totale de 36 924m<sup>2</sup> (3 installations principales de 13 496m<sup>2</sup>, 16 704m<sup>2</sup> et 6 724m<sup>2</sup>) au sens de l'article R.420-1 du code de l'urbanisme et une surface de plancher générée par les locaux techniques de 51,48 m<sup>2</sup> au sens de l'article R.111-22 du code de l'urbanisme ;

**Considérant**, malgré le fait que les parties basses des installations soient fermées de grillages et annoncées comme devant être utilisées à des finalités d'élevage avicole, que ce projet peut être assimilé principalement à un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire correspondant à la rubrique 30 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** l'ampleur importante du projet et notamment le fait qu'il développe une production de 7 155 000 kilowatt-heures par an ; qu'au regard des situations climatiques et météorologiques du Sud du département de la Drôme, ce chiffre s'accompagne d'une capacité assurément supérieure au seuil de 250 kilowatts-crête soumettant les projets d'installation au sol à évaluation environnementale systématique ;

**Considérant** qu'au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet justifie la réalisation d'une étude d'impact ;

## DÉCIDE :

### Article 1

Le projet dénommé « construction de hangars d'élevage type volière avec couverture photovoltaïque » situé sur les communes de Lepoët-Célarde et Truinas (Drôme), objet de la demande enregistrée sous le n° 2018-ARA-DP-1384, est soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seraient prises à l'issue de ces procédures.

### Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon, le 12 septembre 2018

Pour le préfet de région et par délégation

Pour la directrice de la DREAL  
et par délégation  
Le chef de service désigné CIDDAF

David GOT

#### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

#### Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE  
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON Cedex 03

